



Entente internationale des travailleurs et des peuples

Solidarité avec les populations de Turquie et de Syrie

Plus de 140 000 victimes, dont plus de 41 000 morts, à ce jour ; des villes et des villages entièrement dévastés ; plus de 100 000 familles déplacées, car sans abri et menacées de mort ; c'est là le bilan provisoire du séisme des plus meurtrier qui a frappé, le 6 février, dix départements de Turquie et tout le nord-ouest de la Syrie.

Nous avons tous suivi avec horreur les images de rescapés déblayant à mains nues les décombres et la neige à la recherche de survivants. Des rescapés qui, pour beaucoup d'entre eux, ont perdu leur famille et leur habitation et se retrouvent en danger de mort, faute d'eau potable, d'hygiène, de chauffage ou de soins et de médicaments, habitant sous des tentes de fortune, l'aide ne pouvant leur parvenir – notamment en Syrie –, dépourvus de moyens d'intervention et de sauvetage élémentaires.

Les images apocalyptiques qui ont fait et continuent de faire le tour du monde rappellent la barbarie des guerres mondiales et de la guerre en cours en Ukraine, avec leur lot de destructions massives. Dans les faits, l'aide internationale limitée des gouvernements à la Syrie est le reflet non seulement de la soumission à l'embargo US, mais aussi des positions à l'égard de la guerre en Ukraine.

Cette catastrophe humaine et matérielle relève-t-elle uniquement de la fatalité ou était-elle évitable ? Certes, la terre a tremblé et ce n'est pas la première fois, notamment en Turquie. Les séismes, tout comme les éruptions volcaniques, les tornades, les tsunamis, les inondations, participent de l'activité de la nature. Mais ne pouvait-on anticiper, limiter les dégâts ?

Des architectes, ingénieurs et experts turcs déclarent que des entreprises ont été autorisées à construire des immeubles, des maisons, des infrastructures non conformes aux normes de construction, notamment parasismiques, dans un pays qui a connu de nombreux séismes, encore récemment.

Nous l'affirmons : sont responsables et coupables l'impérialisme US et ses supplétifs, notamment européens, qui ont plongé la Syrie depuis mars dans une guerre sanglante de terrorisme international, qui a fait plus de 500 000 morts et transformé

10 millions de Syriens en réfugiés. La Syrie a, du fait de la guerre, été dépecée. Une partie du nord-ouest frappé par le séisme meurtrier est sous le gouvernement du régime de Bachar el-Assad, une autre a été annexée de fait par Erdogan, et dans la troisième partie sont amassés des réfugiés de l'intérieur.

Coupable, l'administration US qui a imposé un embargo criminel au peuple syrien meurtri depuis douze ans et qui, au cinquième jour du séisme, et alors qu'un drame humain épouvantable se déroulait dans le nord-ouest de la Syrie, a décidé hypocritement, face à la montée des critiques et des expressions de colère – y compris aux Etats-Unis mêmes – de lever partiellement les sanctions.

Aux ordres de l'impérialisme US, la Banque mondiale a osé consacrer, dès le premier jour, 1,7 milliard de dollars d'aide uniquement destinés à la Turquie, tout comme l'ont fait également vingt pays de l'Otan, qui, réunis en urgence, ont décidé une aide au gouvernement turc, dans le mépris le plus total de l'horreur en Syrie.

L'Entente internationale des travailleurs partage la colère qui monte en Turquie contre les promoteurs immobiliers criminels, mais surtout contre Erdogan et son gouvernement, accusés de complicité avec eux, de manque d'anticipation et de l'arrivée très tardive des secours, de l'aide aux victimes et aux sinistrés.

Tout en exprimant sa pleine solidarité avec les populations turques et syriennes victimes de la gestion criminelle des conséquences du séisme par l'impérialisme et les gouvernements à sa solde, l'EIT joint sa voix à celles de millions de femmes et d'hommes, sur tous les continents, qui horrifiés par l'ampleur du désastre et indignés par le caractère criminel de l'attitude de l'administration US et ses valets, notamment européens, se sont mobilisés pour apporter l'aide populaire aux victimes et exiger la levée sans conditions des sanctions contre la Syrie.

**Louisa Hanoune,
Dominique Canut,
co-coordonateurs de l'EIT**